

Santé, Protection animale, Environnement
2 rue Pierre Bonnard
CS 70590
64010 Pau

Pau, le 09/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCEA SORGIA

Bâtiment Natura Amarrain Eiheralde
64430 Saint-Étienne-De-Baïgorry

Références : [référence à compléter](#)
Code AIOT : 0056401674

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/07/2025 dans l'établissement SCEA SORGIA implanté Maison Urepeleko Eyhara Xaharra 64430 Urepel. L'inspection a été annoncée le 17/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La pisciculture SCEA SORGIA est inspectée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des élevages relevant du régime de l'autorisation (A) au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCEA SORGIA
- Maison Urepeleko Eyhara Xaharra 64430 Urepel
- Code AIOT : 0056401674
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La pisciculture SCEA SORGIA, anciennement dénommée "les Sources de la Nive" est spécialisée dans le grossissement des truites arcs-en-ciel sur la commune d'UREPEL. Elle est implantée en bordure de la Nive des Aldudes et fait partie du groupement d'intérêt économique le GIE NATURA AMARRAIN avec 3 autres piscicultures appartenant au même pisciculteur : la pisciculture d'alevinage d'Amaura à Lekaroz en Espagne, et à l'aval les piscicultures UREPEL AMARRAIN (grossissement) et la SCEA EIHERALDEA à Saint Etienne-de-Baïgorry.

La SCEA SORGIA est autorisée à produire 110 tonnes de truites par an par arrêté préfectoral n° 99/IC/217 du 08 juillet 1999.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Depuis 1999, la pisciculture SORGIA a connu des évolutions, tant sur le plan administratif que sur le mode de production et sur ses installations piscicoles. Aussi, une mise en conformité réglementaire intégrant l'enjeu continuité écologique doit être engagée considérant également l'échéance de l'autorisation d'exploiter au 08 juillet 2029.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--------------------|--|--|-----------------------|
| 1 | Débit dérivé | Arrêté Préfectoral du 08/07/1999, article 4 | Demande d'action corrective | |
| 3 | Biomasse | Arrêté Préfectoral du 08/07/1999, article 2 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 5 | Stockage d'oxygène | Arrêté Ministériel du 10/03/1997, article 1 et 2 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 7 | Rejets | Arrêté Préfectoral du 08/07/1999, article 13 | Demande d'action corrective | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---------------------------|--|-------------------|
| 2 | Dérivé réservé | Arrêté Préfectoral du 07/04/2005, article 1 | Sans objet |
| 4 | Installations piscicoles | Arrêté Préfectoral du 08/07/1999, article 9 | Sans objet |
| 6 | Installations électriques | Arrêté Préfectoral du 08/07/1999, article 17 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Débit dérivé

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/1999, article 4 |
| Thème(s) : Élevage, Prélèvement d'eau |
| Prescription contrôlée : Respect du débit maximal prélevé, moyen de contrôle et registre des débits |
| Constats : Une échelle limnimétrique est présente dans le bassin de décantation après la vanne d'admission. Elle indique le niveau 0. Le pisciculteur effectue un relevé mensuel du débit dérivé. Le registre a été présenté à l'inspection. Le volume prélevé indiqué dans le registre est conforme à l'autorisation du pisciculteur (< à 550 l/s). Remarque : cette fréquence n'est pas conforme à l'article 4 de l'arrêté préfectoral n°99/IC/217 du 08 juillet 1999. |

| |
|---|
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| Le relevé doit être effectué 1 fois par semaine en période normale, et 1 fois par jour en période d'étiage. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |

N° 2 : Dérivé réservé

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2005, article 1 |
| Thème(s) : Élevage, Prélèvement d'eau et débit du cours d'eau |
| Prescription contrôlée : |
| Respect du débit réservé, moyen de contrôle et registre du débit réservé |
| Constats : |
| Le respect du débit réservé de 100 l/s est assuré par le calibrage de la vanne de décharge à 4 cm du sol. |
| Constat : le jour du passage de l'inspection, la vanne de décharge est effectivement ouverte à cette échancrure. Le barrage est en surverse. |
| Conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Biomasse

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/1999, article 2 |
| Thème(s) : Élevage, stocks en bassin à l'instant T |
| Prescription contrôlée : |
| Respect de la biomasse en bassins |
| Constats : |
| Le stock en bassins au 1 ^{er} juillet 2025 s'élève à 56 T environ. Il dépasse le poids maximal autorisé en bassins en instantané (54 T. cf article 2 de l'arrêté préfectoral n° 99/IC/217). |
| Non conforme |
| Remarque : l'augmentation de la biomasse a fait l'objet d'un porté à connaissance déposé le 21 novembre 2024 pour lequel la DDPP, après instruction, a demandé des compléments notamment la justification de l'absence d'impact sur le milieu récepteur. A ce jour les éléments n'ont pas été fournis. La conduite d'élevage a été modifiée avant le porté à connaissance déposé à la DDPP et depuis 2 ans environ. |
| L'objectif visé est de produire 100 tonnes en instantané selon les informations recueillies sur place. |
| La production annuelle quant à elle progresse d'année en année depuis 2021 passant de 75 à 105 tonnes de truites tout en restant dans le seuil de l'autorisation (110 T) jusqu'à maintenant. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |

| |
|---|
| Pour mémoire, le pisciculteur a été sollicité par courrier du 24 mars 2025 pour justifier du respect des valeurs limites de rejet inscrites dans son arrêté préfectoral n°99/IC/217 du 08 juillet 1999. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 4 : Installations piscicoles

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/1999, article 9 |
| Thème(s) : Élevage, Evolution des installations et modifications |
| Prescription contrôlée : Respect de la déclaration |
| Constats : Le pisciculteur a équipé ses bassins de sondes et d'alarmes reliées à un terminal sur lequel il peut contrôler le taux d'oxygène en bassin. Des caméras sont également présentes qui permettent de surveiller les bassins et d'alerter en cas de comportement anormal des poissons (problème d'oxygène par exemple). Le jour de l'inspection, un triage des truites est en cours. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Stockage d'oxygène

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/03/1997, article 1 et 2 |
| Thème(s) : Élevage, Conditions de stockage, déclaration |
| Prescription contrôlée : Respect des prescriptions de la rubrique 4725 |
| Constats : Une cuve à oxygène de 10000 litres est présente sur le site. Elle est sécurisée (clôture et extincteur contrôlé en 2025). Le stockage d'oxygène est réglementé par l'arrêté ministériel du 10 mars 1997 et doit donc faire l'objet d'une déclaration à part entière au titre de la rubrique 4725 de la nomenclature des ICPE (déclaration en ligne). Remarque : Le pisciculteur avait déclaré le stockage d'oxygène dans un courrier adressé à la DDPP en date du 6 juillet 2023. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il convient de déclarer le stockage d'oxygène sur le site internet de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques (plateforme du service public). |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 6 : Installations électriques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/1999, article 17 |
|---|

| |
|---|
| Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations électriques |
| Prescription contrôlée : Respect de la fréquence de vérification des installations électriques |
| Constats : Les rapports APAVE ont été montrés à l'inspection. Le dernier contrôle des installations électriques a été réalisé le 28 octobre 2024 (rapport transmis au pisciculteur en mars 2025). Conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 7 : Rejets

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/1999, article 13 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets, autosurveillance |
| Prescription contrôlée : Respect des valeurs limites de rejet et fréquence |
| Constats : Le pisciculteur effectue des analyses ponctuelles et en 24 h. Des analyses en ponctuel sont réalisées par CAPENA (3 prélèvements en moyenne dans l'étiage) et par le GDSAA. Le GDSAA effectue également les prélèvements pour analyses des rejets en 24 H. La fréquence des analyses de rejet est conforme à l'article 13 de l'arrêté préfectoral du 08 juillet 1999. En revanche, quelques dépassements du paramètre NH4 en prélèvement 24 H sont à noter en 2021, 2023 et récemment en 2025 sur une analyse à l'étiage. Non conforme aux valeurs limites de rejet inscrites à l'article 13 de l'AP n° 99/IC/217 du 08 juillet 1999. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Un prélèvement en ponctuel et en 24 H est à réaliser avant le 30 septembre 2025. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |